

Tabaski: Gnassingbé à la grande prière pour la « sécurité et la concorde » nationale



La grande prière musulmane de l'Aïd El-Kebir s'est déroulée mardi sur le terrain du Lycée de Tokoin à Lomé. Elle a été marquée par la présence du Président togolais, Faure Gnassingbé et de plusieurs autorités administratives et religieuses dont le Premier Ministre, Sélom Klassou et le Président de l'Assemblée nationale, Dama Dramani.

La communauté musulmane du Togo a célébré mardi le Tabaski, la fête du sacrifice. La grande prière qui a donné le ton à la célébration a été l'occasion pour les dignitaires musulmans de prier pour la paix, la sécurité et la concorde nationale.

Cette prière s'est déroulée en présence du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé. M. Gnassingbé avait très tôt souhaité à la communauté musulmane du Togo, « de joyeux moments au sein de leurs familles et partout où ils vivent ».

« Qu'aucune épreuve n'ébranle guère notre foi en Dieu et notre volonté manifeste de vivre ensemble », avait-il posté sur ses comptes Facebook et Twitter.

Cette célébration intervient cette année dans un contexte particulier. La crise sociopolitique que connaît le Togo a porté un sérieux coup à la concorde nationale et au vivre-ensemble. Des évènements survenus dans plusieurs villes à majorité musulmane (Mango, Bafilo, Sokodé, Agoè-Zongo, ...) pendant et après les manifestations du Parti national panafricain (PNP), puis de la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition en sont les preuves.

A cela vient s'ajouter depuis quelques semaines, le phénomène de profanation de Mosquées et d'exemplaires de Coran dans plusieurs localités dans la banlieue Nord de Lomé et également dans la ville de Kara (420 km de Lomé).

Des actes d'une extrême gravité qui ont été condamnés unanimement par l'ensemble de la classe politique, des organisations de la société civile et surtout des différentes communautés religieuses. La Conférence des Evêques du Togo (CET) et des organisateurs de pasteurs ont apporté leur soutien à l'Union musulmane du Togo (UMT).

De plus, le gouvernement, par l'entremise du ministère de la sécurité et de la protection civile, a indiqué que [des enquêtes sont en cours pour retrouver rapidement les profanateurs](#) et les traduire en justice.